

# COMMUNE DE LA GODIVELLE

*Zonage de  
l'assainissement  
collectif et non  
collectif*

## DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Mai 2025

**SOCIETE ETUDES ET CONSEILS EN ASSAINISSEMENT ET EAU**

SARL au capital de 20 000 €

Siege social: 1 Allée du Château, 63500 ISSOIRE

Tél : 04.73.54.99.27/06.83.76.96.90

e-mail : [bernard.barrand@secae.fr](mailto:bernard.barrand@secae.fr)



# SOMMAIRE

<b>A - RAPPELS RÉGLEMENTAIRES .....</b>	<b>3</b>
1 - OBJET DU DOSSIER .....	3
2 - OBJECTIF .....	3
3 - LES PRINCIPALES OBLIGATIONS.....	4
4 - LE LIEN ENTRE L'URBANISME ET LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....	10
 <b>B - LES CRITÈRES DE CHOIX POUR LA DÉTERMINATION DU ZONAGE .....</b>	<b>11</b>
 <b>C - SITUATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE.....</b>	<b>12</b>
1 - PRÉSENTATION DE LA COMMUNE.....	12
2 – SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT .....	18
 <b>D - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF .....</b>	<b>20</b>

## A - RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

### 1 - OBJET DU DOSSIER

Ce document a pour objet de présenter aux habitants de la commune de **LA GODIVELLE** le zonage d'assainissement retenu par le conseil municipal. Ce document ainsi, que le rapport de l'étude préalable de définition du zonage d'assainissement (SECAE) auquel il se réfère, seront consultables en mairie lors de l'enquête publique.

Ils sont le fruit de la réflexion menée par la Municipalité, avec le soutien technique du bureau d'études SECAE.

### 2 - OBJECTIF

La Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques a consacré l'eau comme "patrimoine commun de la nation". Ce principe a été codifié à l'article L210-1 du Code de l'Environnement : *"L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général"*.

**Dans ce cadre, l'Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que :**

*"Les communes ou leur établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien,
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement;
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

La carte de zonage constitue la conclusion de l'étude du zonage d'assainissement.

L'assainissement des eaux usées domestiques constitue une obligation pour les collectivités et les particuliers. Deux techniques juridiquement fondamentalement différentes sont possibles :

l'assainissement collectif, basé sur une collecte et un traitement des effluents dans le domaine public, qui relèvent de la collectivité,

l'assainissement autonome (ou non collectif), localisé dans le domaine privé, qui relève du particulier.

La responsabilité de la collectivité est engagée en cas de mauvais fonctionnement dans les deux situations. Si, en matière d'assainissement collectif, les choses sont claires depuis de nombreuses années, il a fallu attendre la Loi sur l'Eau de 1992 pour doter les collectivités de textes juridiques définissant leurs compétences en matière d'assainissement autonome leur permettant ainsi d'assumer leurs responsabilités.

L'article L211-1 du Code de l'Environnement indique que :

*I. - Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :*

*1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;*

*2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;*

*3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;*

*4° Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;*

*5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;*

*6° La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.*

*Un décret en Conseil d'Etat précise les critères retenus pour l'application du 1°.*

II. - La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

1° De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;

2° De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;

3° De l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

C'est donc dans un *objectif sanitaire* (évacuer rapidement et sans stagnation hors des habitations et des agglomérations tous les déchets d'origine humaine ou animale susceptibles de donner naissance à des putréfactions ou des odeurs) et de *protection de l'environnement* (éviter que les produits évacués puissent contaminer dans des conditions dangereuses, le milieu récepteur), qu'intervient **la mise en place d'un zonage des techniques d'assainissement**.

### **3 - LES PRINCIPALES OBLIGATIONS**

#### **Quelques définitions**

##### **L'assainissement non collectif**

On appelle encore cette filière assainissement autonome ou assainissement individuel. Il s'agit de l'assainissement des eaux usées produites par une maison et traitées par un dispositif d'assainissement installé sur le terrain de l'usager, donc dans le **domaine privé**.

Selon cette réglementation, la filière individuelle doit obligatoirement comporter :

**un prétraitement** : il s'agit d'une fosse toutes eaux collectant l'intégralité des eaux usées de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.

**un traitement** adapté à la nature des sols ; Il peut s'agir de tranchées d'épandage à faible profondeur, d'un filtre à sable vertical non drainé, d'un filtre à sable vertical drainé, d'un filtre à sable horizontal, d'un tertre d'infiltration non drainé....

Les investissements sont à la charge du propriétaire. Celui-ci peut bénéficier d'aides sous condition et après signature de convention avec une collectivité pour maîtrise d'ouvrage déléguée.

Les frais d'entretien et de fonctionnement sont à la charge de l'usager.

Le descriptif de ces techniques est exposé succinctement en annexe 1. Ces installations sont réalisées dans le "domaine privé". La Maîtrise d'Ouvrage est en principe privée.

Chaque habitation doit traiter ses eaux usées domestiques selon la réglementation en vigueur explicitée par l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH, dont la conception et la mise en oeuvre sont normalisées depuis décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (D.T.U. 64.1, version d'août 2013 en vigueur) : "Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif".

L'assainissement individuel se caractérise par la mise en place d'un **prétraitement**, d'un **traitement** des eaux usées et de leur **dispersion**. Le **prétraitement** est réalisé à l'aide d'une **fosse septique toutes eaux** collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume (minimum 3 m<sup>3</sup>) est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.

Le **traitement** dépend étroitement des **caractéristiques des sols**. Cinq familles de dispositifs de traitement des eaux usées peuvent être proposées suite à la réalisation de la carte des sols :

**les tranchées d'épandage à faible profondeur** : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol sont suffisamment perméables,

**le filtre à sable vertical non drainé** : ce dispositif est mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (absence de sol) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméables),

**le filtre à sable vertical drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec des drains de reprise des eaux à la base pour pallier à l'imperméabilité du sous-sol. Il inclut dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration après autorisation préfectorale),

**le filtre à sable horizontal drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec un flux sub-horizontal des effluents à l'intérieur des lits de sables et de graviers. Il inclut également dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration) avec une chute d'eau plus faible que précédemment,

**le tertre d'infiltration** : ce dispositif utilise également un matériau d'apport granulaire comme système épurateur. Ce dispositif est en particulier adapté aux sols dans lesquels une nappe est présente à faible profondeur (zones alluviales).

D'autres systèmes (plus compacts) peuvent être utilisés pour répondre aux contraintes d'habitat. L'article 7 de l'arrêté de septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 précise que : « Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8.

Cette évaluation doit démontrer que les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs de traitement, telles que préconisées par le fabricant, permettent de garantir que les installations dans lesquelles ils sont intégrés respectent :

- les principes généraux visés aux articles 2 à 4 et les prescriptions techniques visées à l'article 5 ;
- les concentrations maximales suivantes en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier : 30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO5. Les modalités d'interprétation des résultats d'essais sont précisées en annexes 2 et 3.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal officiel de la République française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques.»

La **dispersion** peut s'effectuer en place (dans le sol) ou dans un exutoire de surface (sur place, à aménager ou à créer suivant les cas généralement avec autorisation) selon le type de traitement. Les systèmes actuellement réglementaires sont repris en annexe.

### **L'assainissement collectif**

Est appelé "assainissement collectif ou semi collectif" toutes techniques d'assainissement basées sur une collecte des eaux usées dans le domaine public (réseau d'assainissement) conduisant à une station d'épuration également implantée dans le domaine public. Les caractéristiques de cette station sont alors fonction de l'importance des flux à traiter, des objectifs à atteindre en termes de qualité de rejet, des possibilités techniques d'implantation...

La Maîtrise d'Ouvrage est publique.

### **Le service d'assainissement collectif**

La commune prend en charge la collecte et le traitement des eaux usées, en contre partie l'utilisateur paie le service rendu. Le budget d'assainissement collectif est un budget de type "industriel et commercial", il doit être équilibré en recettes et en dépenses (M49).

### **Le service d'assainissement non collectif**

La commune devait mettre en place au 31 décembre 2005 le service de contrôle de l'assainissement non collectif et si elle le souhaite, le service d'entretien. Le budget de ce service, qui sera différent de celui de l'assainissement collectif, devra lui aussi être équilibré en recettes et en dépenses. L'utilisateur paiera une redevance correspondant au service rendu.

### **Les eaux pluviales**

Ce sont les eaux issues du ruissellement des toitures, des surfaces imperméables et de toute surface engorgée incapable d'infiltrer ces eaux de pluie.

Ces eaux doivent faire l'objet d'une collecte séparée et en aucun cas être canalisées vers la future station d'épuration, ces eaux créent des surcharges hydrauliques d'où un mauvais traitement de la pollution et un surcoût d'exploitation.

L'assainissement des eaux usées domestiques constitue une obligation pour les collectivités et les particuliers. Deux techniques juridiquement fondamentalement différentes sont possibles :

- l'assainissement collectif, basé sur une collecte et un traitement des effluents dans le domaine public, qui relèvent de la collectivité,
- l'assainissement autonome (ou non collectif), localisé dans le domaine privé, qui relève du particulier.

Nous citerons ci-après quelques extraits de textes précisant les responsabilités des uns et des autres.

## CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### les obligations de la municipalité

#### **Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.*

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans.*

*Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.*

**L'arrêté du 27 avril 2012, abrogeant l'arrêté du 7 septembre 2009, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prend en compte les nouvelles spécificités du contrôle introduites par la loi, et notamment les composantes de la mission de contrôle :**

- pour les installations neuves ou à réhabiliter : examen de la conception, vérification de l'exécution,
- pour les autres installations : vérification du fonctionnement et de l'entretien.

*L'arrêté vise essentiellement à clarifier les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes. En effet, la loi Grenelle 2 distingue clairement le cas des installations neuves, devant respecter l'ensemble des prescriptions techniques fixées par arrêté, des installations existantes dont la non-conformité engendre une obligation de réalisation de travaux, avec des délais différents en fonction du niveau de danger ou de risque constaté. Ainsi :*

- les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, d'après l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- les travaux sont réalisés au plus tard un an après la vente, d'après l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

#### **Article 2 : Aux fins du présent arrêté, on entend par :**

1. « Installation présentant un danger pour la santé des personnes » : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :

a) Installation présentant :

— soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;

— soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;

b) Installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire ;

c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.

2. « Zone à enjeu sanitaire » : une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

— périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;

— zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;

— zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

3. « Installation présentant un risque avéré de pollution de l'environnement » : installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs située dans une zone à enjeu environnemental ;

4. « Zones à enjeu environnemental » : les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau ;

5. « Installation incomplète » :

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

**Article 3 :** Pour les installations neuves ou à réhabiliter mentionnées au 1° du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, la mission de contrôle consiste en :

- a) Un examen préalable de la conception : cet examen consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site, qui vise notamment à vérifier :
  - l'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
  - la conformité de l'installation envisagée au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;
- b) Une vérification de l'exécution : cette vérification consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation et lors d'une visite sur site effectuée avant remblayage, à :
  - identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
  - repérer l'accessibilité ;
  - vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

Les points à contrôler a minima lors d'un contrôle sont mentionnés à l'annexe I et, s'agissant des toilettes sèches, à l'annexe III du présent arrêté.

Les installations neuves ou à réhabiliter sont considérées comme conformes dès lors qu'elles respectent, suivant leur capacité, les principes généraux et les prescriptions techniques imposés par l'arrêté modifié du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques ou l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés.

A l'issue de l'examen préalable de la conception, la commune élabore un rapport d'examen de conception remis au propriétaire de l'immeuble. Ce document comporte :

- la liste des points contrôlés ;
- la liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires ;
- la liste des éléments conformes à la réglementation ;
- le cas échéant, l'attestation de conformité du projet prévue à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme.

A l'issue de la vérification de l'exécution, la commune rédige un rapport de vérification de l'exécution dans lequel elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et où elle évalue la conformité de l'installation. En cas de non-conformité, la commune précise la liste des aménagements ou modifications de l'installation classés, le cas échéant, par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation. La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

**Article 4 :** Pour les installations neuves ou à réhabiliter mentionnées au 1° du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, la mission de contrôle consiste en :

- a) Un examen préalable de la conception
- b) Une vérification de l'exécution

**Article 5 :** Le document établi par la commune à l'issue d'une visite sur site comporte la date de réalisation du contrôle et est adressé par la commune au propriétaire de l'immeuble.

Sur la base des travaux mentionnés dans le document établi par la commune à l'issue de sa mission de contrôle, le propriétaire soumet ses propositions de travaux à la commune, qui procède, si les travaux engendrent une réhabilitation de l'installation, à un examen préalable de la conception, selon les modalités définies à l'article 3 ci-dessus.

La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

Le délai de réalisation des travaux demandés au propriétaire de l'installation par la commune court à compter de la date de notification du document établi par la commune qui liste les travaux. Le maire peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales.

**Article 6 :** L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 1331-11 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis de visite notifié au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant, dans un délai précisé dans le règlement du service public d'assainissement non collectif et qui ne peut être inférieur à sept jours ouvrés.

**Article 7 :** Conformément à l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales, la commune précise, dans son règlement de service remis ou adressé à chaque usager, les modalités de mise en œuvre de sa mission de contrôle, notamment :

- a) La fréquence de contrôle périodique n'excédant pas dix ans ;
- Cette fréquence peut varier selon le type d'installation, ses conditions d'utilisation et les constatations effectuées par la commune lors du dernier contrôle.
- Dans le cas des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement,

les contrôles peuvent être plus fréquents tant que le danger ou les risques perdurent.

Dans le cas des installations nécessitant un entretien plus régulier, notamment celles comportant des éléments électromécaniques, la commune peut décider :

- soit de procéder à des contrôles plus réguliers si un examen fréquent des installations est nécessaire pour vérifier la réalisation de l'entretien, des vidanges et l'état des installations ;
- soit de ne pas modifier la fréquence de contrôle avec examen des installations mais de demander au propriétaire de lui communiquer régulièrement entre deux contrôles, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges ;

Il n'est pas du ressort de la municipalité de préconiser une filière d'assainissement autonome, mais elle doit s'assurer que la filière proposée par le pétitionnaire est conforme aux préconisations, type de sol, règle de dimensionnement, distance des tiers etc. **Un retour au Document Technique Unifié (D.T.U.64.1, août 2013) sera souhaitable.**

Les interventions de la collectivité se feront dans le cadre d'un S.P.I.C. (Service Public Industriel et Commercial).

### **Les obligations des particuliers**

Les habitations non concernées par le réseau de collecte relèvent d'assainissement individuel. Il est du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif individuel adapté et performant.

#### **Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique :**

*I. - Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.*

*Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.*

*II. - La commune délivre au propriétaire de l'installation d'assainissement non collectif le document résultant du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.*

*En cas de non-conformité de son installation d'assainissement non collectif à la réglementation en vigueur, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation.*

*Les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif et les modalités de vérification de la conformité et de réalisation des diagnostics sont définies par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.*

Le principe de l'assainissement non collectif, dépendant de la nature des terrains, est basé sur une habitation standard type T4, occupée par 3 à 4 personnes. Ces habitations peuvent donc être assainies en fonction des classes d'aptitudes précisées par la carte des sols, un retour à la parcelle est à conseiller.

#### **Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 :**

*Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux et prescriptions techniques décrits dans le présent arrêté.*

*Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi qu'aux exigences décrites à l'article 5 et à la sensibilité du milieu récepteur.*

*Les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestique constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble, à l'exception du cas prévu à l'article 4.*

#### **Article L216-6 du Code de l'Environnement:**

"Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. "

## CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### **L'Article L2321-2 du code général des collectivités territoriales précise que :**

« Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au II de l'article L. 2224-8 »

(Article L2224-8, Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 54 JORF 31 décembre 2006

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières. )

**L'Article L2224-10 du code général des collectivités territoriales (déjà cité) indique que :** "Les communes (...) délimitent, après enquête publique les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestique et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (...).

### **les obligations des particuliers**

Les particuliers dont l'immeuble sera raccordé à l'assainissement collectif paieront un supplément au prix actuel de l'eau correspondant à l'investissement, le renouvellement le fonctionnement et l'entretien de l'ensemble du système collectif (réseau et station).

Le délai accordé aux particuliers pour se raccorder au réseau collectif d'assainissement est de deux ans. Les travaux à réaliser sur leur propriété privée pour se raccorder à ce réseau sont à la charge du propriétaire.

### **Article L1331-1 du Code de la Santé Publique :**

"Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales.

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. "

La commune peut demander aux particuliers une participation aux frais de raccordement (partie de réseau sous la voie publique nécessaire pour atteindre la limite des propriétés privé.).

### **Article L1331-2 du Code de la Santé Publique :**

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal »

La commune peut également demander, aux particuliers édifiant une habitation postérieurement à la mise en service du réseau d'assainissement, une participation supplémentaire.

**Article L1331-7 du Code de la Santé Publique :**

*« Les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ces immeubles doivent être raccordés peuvent être astreints par la commune, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, à verser une participation s'élevant au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une telle installation.*

*Une délibération du conseil municipal détermine les conditions de perception de cette participation.*

».

Dans l'attente du passage d'un réseau, les particuliers ne sont pas juridiquement dispensés d'être équipés d'un assainissement individuel convenable.

Les communes sont dans l'obligation d'équilibrer leur budget d'assainissement (M49). Les investissements l'entretien et le fonctionnement seront donc financés sur les m<sup>3</sup> d'eau facturés. (Les communes de moins de 3 000 habitants peuvent obtenir une dérogation).

La facture d'eau comprendra, le coût de l'Alimentation en Eau Potable et la taxe FNDAE tel qu'ils existent déjà.

Elle comprendra en plus un montant au m<sup>3</sup> d'eau qui financera

- 1 - l'investissement du réseau collectif et de la station d'épuration,
- 2 - le renouvellement de ce même ensemble,
- 3 - le fonctionnement, consommation d'énergie (électricité), de produits divers et temps passé par les agents chargés du suivi et de l'entretien.

<p style="text-align: center;"><b>CONCERNANT LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF</b></p>
--

Pour rappel, les bases d'établissement du plan de zonage de l'assainissement collectif et non collectif sont les suivantes. Le présent document traite le point 1 de l'article :

**Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*« Les communes ou leur établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien,
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement;
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

**4 - LE LIEN ENTRE L'URBANISME ET LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Le classement d'un secteur en **zone d'assainissement collectif** a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu.

**Ce classement n'a pas pour conséquence :**

- # **d'engager la collectivité sur un délai de réalisation** des travaux d'assainissement (absence d'échéances),
- # **d'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement autonome** conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.
- # **de rendre ce secteur constructible. En effet la constructibilité d'une zone relève des règlements d'urbanisme.**

On peut noter toutefois que, si la réglementation n'impose pas de délai pour la réalisation des travaux d'assainissement définis par le plan de zonage, le Conseil d'Etat impose aux collectivités ayant procédé à la délimitation de la zone d'assainissement collectif d'exécuter les travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif afin de procéder, suite à la demande des propriétaires, au raccordement des habitations situées dans cette zone, et ce **dans un délai raisonnable**.

Le Conseil d'Etat considère :

- tout d'abord, que les collectivités sont « tenues » à une telle obligation dès lors que la demande de raccordement concerne une habitation située en zone d'assainissement collectif ;
- ensuite, que cette obligation perdure tant que le zonage n'a pas été modifié, sous entendant ainsi que les collectivités pourraient se soustraire à leur obligation en procédant à la modification du zonage
- enfin que l'obligation de raccordement inhérente à la classification en zone d'assainissement collectif doit être réalisée dans un délai raisonnable, lequel doit être apprécié : « *au regard des contraintes techniques liées à la situation topographique des habitations à raccorder, du coût des travaux à effectuer, du nombre et de l'ancienneté des demandes de raccordement* » (Conseil d'Etat, arrêt du 24 novembre 2017).

## B - LES CRITÈRES DE CHOIX POUR LA DÉTERMINATION DU ZONAGE

Il n'est pas possible d'envisager sur la commune un assainissement collectif généralisé, pour des raisons techniques et financières évidentes (grande dispersion de l'habitat). Dans la mesure du possible, il convient de privilégier l'assainissement individuel lorsque les conditions d'implantation de ces dispositifs sont globalement réunies.

Les choix opérés par la collectivité en matière de zonage des techniques d'assainissement intègrent les paramètres suivants :

**# la qualité des sols plus ou moins favorables à la mise en œuvre de techniques individuelles** : pour réaliser de l'assainissement individuel dans de bonnes conditions, il faut être en présence de sols sains, profonds, perméables. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, il faut faire appel à des techniques de substitution basées sur de la filtration sur sable. Le dispositif peut alors être drainé lorsque la perméabilité du sol est insuffisante. Il doit alors s'agir de dispositifs exceptionnels,

**# les contraintes d'habitat vis à vis de l'assainissement individuel** : avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la **superficie des parcelles** attenantes, la topographie, l'occupation des parcelles, la présence d'exutoire en limite de propriété,

**# la sensibilité du milieu** : c'est à dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux, étangs),

**# les problèmes relevant de l'hygiène publique** : notamment les écoulements d'eaux usées dans les caniveaux ou les fossés conduisant à des nuisances sanitaires et olfactives,

**# les perspectives de développement communales** : prise en compte des zones constructibles du document d'urbanisme,

**# les aspects financiers liés à la réalisation pratique des différentes solutions envisageables** : l'assainissement collectif coûte cher. Pour être économiquement supportable par la collectivité (donc par les utilisateurs), il est indispensable d'avoir un ratio « linéaire de canalisation posée /nombre de raccordements » le plus élevé possible. La limite économique se situe autour d'une valeur d'un branchement pour 25 à 30 mètres de canalisations posées (en gravitaire). Au-delà de cette limite, il est économiquement préférable de maintenir les habitations en assainissement individuel si la situation le permet.

**Le zonage** défini sur ces principes **est donc un compromis** qui doit permettre de répondre aux exigences imposées par la **protection du milieu**, la **salubrité** publique et le développement futur, tout en **restant compatible avec les possibilités financières de la commune**.

## C - SITUATION GENERALE DE LA COMMUNE

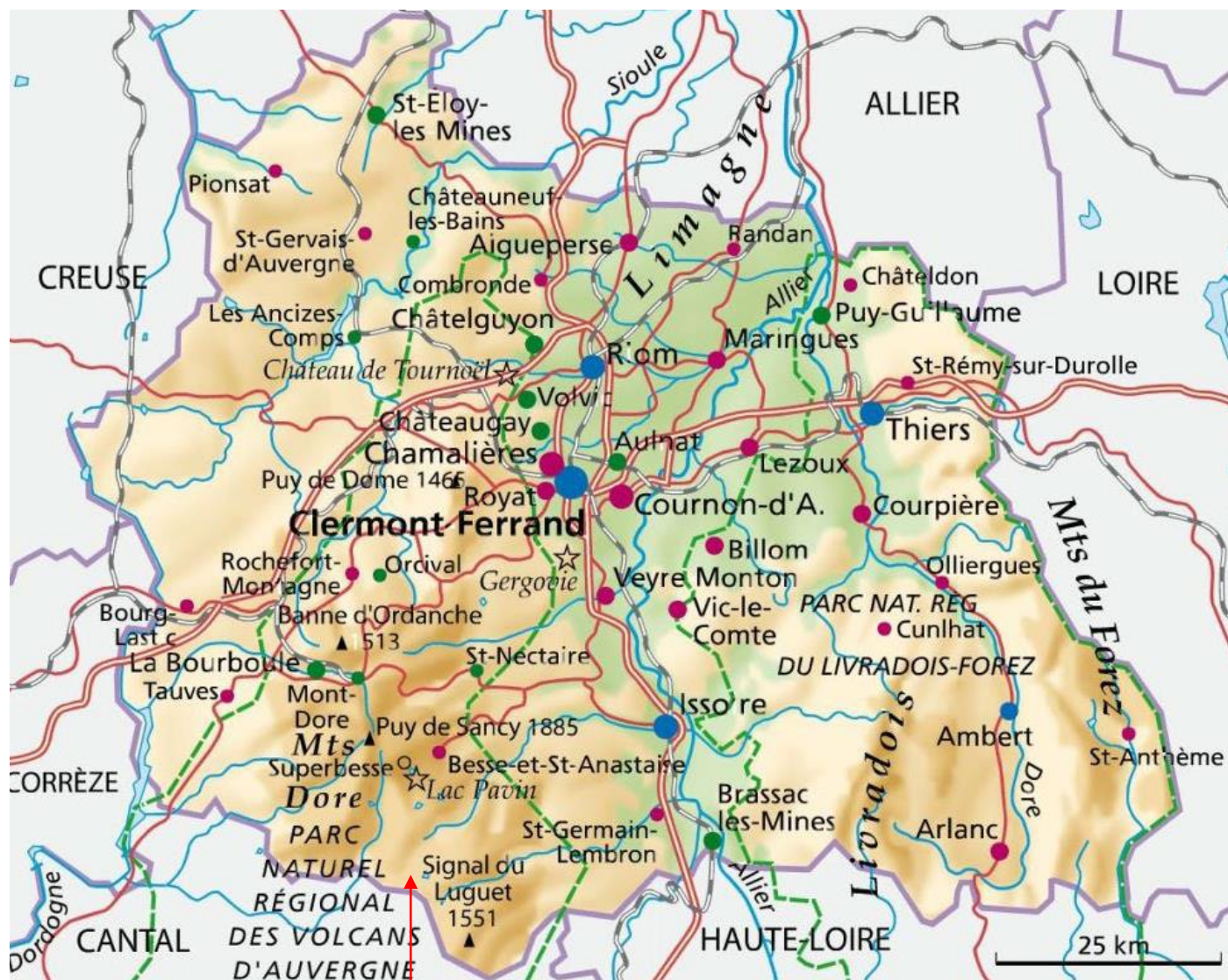
### 1 - PRESENTATION DE LA COMMUNE

#### Situation géographique

La commune de La Godivelle est située en limite Sud du département du Puy de Dôme, au cœur du Massif du Cézallier. Elle est située à 67 km au Sud-Ouest de Clermont Ferrand et à 37 km à l'Ouest d'Issoire. La superficie de la commune est de 15,44 km<sup>2</sup>.

La principale voie de communication de la commune est la RD 32 reliant Issoire à la Godivelle. De nombreuses routes communales desservent les quelques habitations éparées de la commune.

La Godivelle appartient à la Communauté de Communes du Massif du Sancy, à l'arrondissement d'Issoire et au canton de Brassac les Mines. Le paysage de la commune est celui d'une commune vallonnée de moyenne montagne située dans le massif du Sancy avec une altitude minimale de 1 076 mètres à l'Ouest du hameau de Sautary et une altitude maximale de 1 377 mètres au Sud de la commune, sur les flancs de la montagne du Chamaroux. L'altitude du bourg de La Godivelle est de 1 215 mètres.

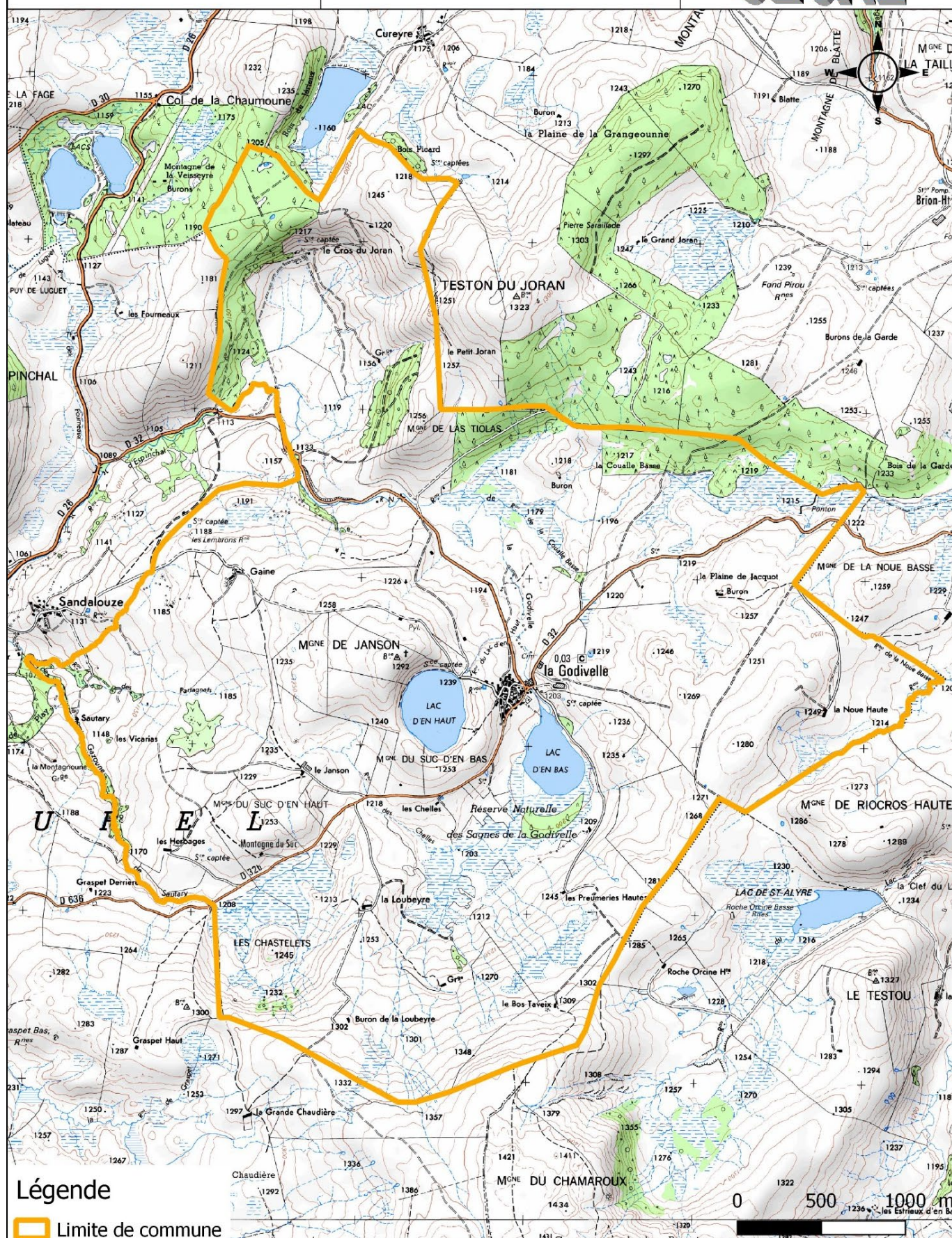


La Godivelle

# Commune de La Godivelle

## Plan IGN

# SECAE



## 2. DONNEES HUMAINES

### Habitat, densité, urbanisme

L'évolution démographique de la population permanente au cours des 50 dernières années est précisée sur le tableau ci-dessous (données INSEE) :

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2014	2020
Population	106	70	62	38	27	14	16
Evolution	-33,96%	-11,43%	-38,71%	-28,95%	-48,15%	14,29%	
Evolution annuelle	-5,76%	-1,72%	-5,94%	-3,73%	-4,28%	2,25%	

La population est passée de 106 à 14 habitants en 50 ans, soit une baisse globale de 92 habitants (86,7%). La population communale a connu sa plus forte diminution entre 1982 et 1990. Depuis 2014, une légère augmentation de la population est observée (2 habitants supplémentaires).

En 2020, La commune comptait **16 habitants permanents** répartis dans **9 résidences principales** (données INSEE 2020). **Le nombre moyen d'habitant par foyer est de 1,78** d'après ces données.

Le nombre total d'habitation sur la commune (données INSEE 2020) est de 50, avec :

Résidences principales : 18 %  
Résidences secondaires et vacants : 82 %.

Année	1968	1982	1990	1999	2014	2020
Nombre de logements	45	46	44	39	49	50
(dont résidences principales)	(35)	(19)	(17)	(15)	(8)	(9)
Evolution	Globale	2,2%	-4,3%	-11,4%	25,6%	2,0%
	Rés. Principales	-(45,7%)	-(10,5%)	-(11,8%)	-(46,7%)	(12,5%)

### Milieu naturel

Le territoire communal de La Godivelle est drainé par de très nombreuses rases et tourbières ainsi que par quelques petits ruisseaux qui prennent leur source sur le territoire communal ou en périphérie de la commune. Le principal ruisseau de la commune est le ruisseau de la Godivelle dont la source est le trop-plein du Lac d'en Bas. Le ruisseau de la Godivelle est un affluent du ruisseau d'Espinchal, sous affluent de la Dordogne. Le ruisseau de la Godivelle reçoit les effluents bruts ou prétraités de la majorité des habitations de la commune.

La qualité globale moyenne du ruisseau de la Godivelle est bonne.

La qualité de rejet de toute unité de traitement des eaux usées devra être adaptée à la sensibilité du milieu récepteur. Le SDAGE Adour Garonne définit l'objectif de qualité : le ruisseau de la Godivelle (masse d'eau FRFRR497\_1) doit maintenir son bon état écologique chimique.

De plus, le ruisseau de la Godivelle fait partie du SAGE Dordogne Amont, dont un des principaux objectifs est mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eaux et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides.

Une attention particulière doit donc être portée à tout rejet d'eaux usées dans les cours d'eau pour limiter les risques de dégradation.

La commune de la Godivelle du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne et on note en particulier la présence de nombreuses tourbières sur le territoire.

La commune de La Godivelle est concernée par des mesures de gestion ou de protection du milieu naturel, du paysage ou des eaux. Les zones concernées sont précisées ci-dessous :

Liste des Zonages 'Nature'	
Nom du Zonage	Type de Zonage
La Godivelle	ZNIEFF de type 1
Mont Chamaroux	ZNIEFF de type 1
La Couaille Basse	ZNIEFF de type 1
La Plaine Jacquot	ZNIEFF de type 1
Les Chastelets	ZNIEFF de type 1
Graspet	ZNIEFF de type 1
La Godivelle – Lac d'en Haut	ZNIEFF de type 1
La plaine de la Grangeounne et Cureyre	ZNIEFF de type 1
Col de la Chaumoune	ZNIEFF de type 1
Cézallier	ZNIEFF de type 2
Coualle basse	Tourbières
Les Chastelets	Tourbières
Plaine Jacquot	Tourbières
Environs du Lac d'en Bas	Tourbières
La Cros de Joran	Tourbières
La Noue Basse	Tourbières
Tourbières des Vicarias	Tourbières
Cézallier	Natura 2000
La Godivelle	Zones humides
Allier Aval	Sage
Dordogne Amont	Sage
Haute Dordogne	Contrat de rivière
Volcans d'Auvergne	Parc Naturel Régional
Sagnes de la Godivelle	Réserve naturelle nationale
La Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron	Zones sensibles à l'Eutrophisation
La Rhue en amont du barrage de Voussaire	Zones sensibles à l'Eutrophisation

L'inventaire ZNIEFF (Zone Naturelles d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique) est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France. Cet Inventaire différencie deux types de zone :

Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiées et délimitées parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne. Les ZNIEFF de type 2 concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère. L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois, l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

Les zones NATURA 2000 sont issues de la directive n° 92/43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 qui concerne :

- les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement retreinte. Les types d'habitats concernés sont mentionnés à l'annexe I
- les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire, qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques ; les espèces concernées sont mentionnées à l'annexe II
- les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Les objectifs sont la protection de la biodiversité dans l'Union Européenne, le maintien, le rétablissement ou la conservation des habitats naturels.

## Alimentation en eau

La commune de La Godivelle est maître d'ouvrage de l'eau potable, elle assure la production et la distribution de l'eau aux abonnés sur son territoire.

Un captage d'eau potable est présent sur la commune. Le lac d'en Haut est la seule ressource en eau potable de la commune de la Godivelle. Il existe un arrêté préfectoral de février 2009 qui définit les périmètres de protection de ce captage (arrêté 09-00262).



*Localisation du captage d'eau potable*

Les abonnés en eau potable de la commune ne possèdent pas à ce jour de compteur particulier. La facturation de l'eau est forfaitaire. Il est donc impossible d'estimer les quantités d'eau attendues dans le réseau d'assainissement ou distribuées aux abonnés.

## Documents d'urbanisme/activités

La commune de La Godivelle ne dispose pas de document d'urbanisme. Elle est couverte par le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Aucun Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) ne concerne la commune.

## Analyse de l'habitat

En 2020, la population est de 16 habitants (d'après les données INSEE) répartis sur environ 50 habitations ou activités génératrices d'eaux usées dont 9 résidences principales, soit un taux d'occupation par bâtiment voisin de 1,78.

Il faut noter qu'il y a environ 41 logements secondaires et vacants sur la commune, soit environ 82 % du nombre total d'habitation.

L'analyse générale de l'habitat sur les communes réalisée sur les habitations communales conduit au constat suivant sur une estimation de 50 habitations : :

- Absence de contraintes significatives : 35 logements
- Contraintes d'occupation du terrain autour du logement : 4 logements
- Contraintes de topographie autour du logement : 2 logements
- Contraintes de surface disponible autour du logement : 9 logements

Ces chiffres montrent qu'un nombre relativement limité d'habitations de la commune (environ 37 %) actuellement **non collectées présente des contraintes vis à vis de la réhabilitation ou la mise en place de l'assainissement individuel**. La contrainte la plus problématique est la contrainte du manque de surface disponible qui peut poser de réels problèmes pour implanter un dispositif d'assainissement individuel même si elle ne remet généralement pas en cause sa faisabilité. Cette contrainte concerne environ 9 logements sur la commune, soit environ 22% des logements du bourg. La présence d'espaces communaux peut permettre de disposer pour certains logements d'espace complémentaire.

## Pédologie/étude de sols

La commune de LA GODIVELLE (Puy de Dôme) est située dans le Massif central français, sur le massif volcanique du Cézallier. Cet ensemble volcanique est érigé sur le socle paléozoïque dès le Miocène.

Au Primaire, le noyau arverne se constitue progressivement avec un ensemble de terrains cristallophylliens métamorphiques (gneiss, leptynites, cornéennes, amphibolites...) dans lesquels les granites hercyniens tardifs se mettent en place (~ 380 Ma). L'orogénèse de la chaîne hercynienne voit la mise en place profonde de granites, anatexites et migmatites au détriment des matériaux cristallophylliens. Les bassins carbonifères se forment et voient l'accumulation de matériaux sédimentaires (grès, conglomérats, houille...).

Au Secondaire, le Massif central français s'érode et constitue une vaste pénéplaine émergée des mers chaudes alentours. Les témoins géologiques sont peu nombreux et érodés.

Au Tertiaire, le Massif central est soumis à une extension crustale provoquant l'effondrement des Limagnes et une activité volcanique intense dès le Miocène. Les fossés et Limagnes voient l'accumulation de sédiments continentaux ou lacustres. Le volcanisme est à l'origine des Monts du Sancy, Cézallier et Cantal notamment. D'immenses volumes de matériaux volcaniques s'épanchent alors sur le socle : laves, projections, cendres.

Au Quaternaire, l'érosion se poursuit et façonne les paysages actuels. Le volcanisme reste actif dans certains secteurs du Massif central (Chaîne des Puys, Devès).

Le secteur de LA GODIVELLE est concerné par le socle paléozoïque et le volcanisme d'âge Tertiaire ou Quaternaire. Le socle cristallophylien constitue tout le sous-bassement local avec des roches métamorphiques de type gneiss ou migmatites. Toutefois, le socle n'apparaît quasiment pas sur la commune, masqué sous d'épaisses coulées.

Le volcanisme apparaît au Tertiaire (Miocène) avec des émissions importantes de laves basaltiques, de trachytes, de projections à brèches (5,4 à 3 Ma). Les hauts-plateaux du Cézallier et du Sancy Sud sont recouverts d'épaisses coulées de laves (basaltes essentiellement).

L'activité volcanique marque des périodes d'interruptions mais se poursuit jusqu'au Quaternaire avec l'édification de nouveaux appareils bien préservés : Montchal, Montcineyre, Domarège... Ce volcanisme est le plus récent. Les maars d'explosions phréatomagmatiques sont nombreux sur le Sancy et le Cézallier, dont le Lac d'en Haut sur LA GODIVELLE. Le lac d'en Bas est attribué à un surcreusement glaciaire.

Au Quaternaire, les glaciations façonnent le paysage de la commune et laissent des dépôts caractéristiques, aujourd'hui retrouvés dans des zones humides et tourbeuses remarquables sur le plan de la biodiversité.

Les sols de la commune présentent généralement une bonne perméabilité (hors secteur de zones humides). Une étude à la parcelle est cependant préconisée avant tout travaux d'assainissement individuel. Ce type d'étude permet de déterminer la perméabilité du sol « à la parcelle » et de définir les différentes contraintes existantes afin de définir au mieux la filière d'assainissement non collectif.

**Par rapport aux études de sol initiales réalisées généralement en 2001, la réglementation a évolué et sur les sols peu favorable ou défavorable, il existe maintenant de nombreuses filières plus ou moins compactes qui permettent d'assurer un traitement des effluents avant rejet en milieu hydraulique superficiel (voir annexe).**

## **2 – SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT**

### **Etat des lieux de l'assainissement individuel communal**

Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) est assuré par les services de la commune. Il n'a pas été réalisé de contrôle systématique du fonctionnement des dispositifs sur la commune.

Dans le cadre de la présente étude, des visites ont été effectuées sur le bourg de la commune par le bureau d'études SECAE afin de dresser un bilan succinct de l'état de l'assainissement non collectif de la Godivelle.

- Installation d'assainissement semblant complète avec un prétraitement et un traitement : 4 installations
- Installation d'assainissement incomplète avec uniquement prétraitement (fosse septique ou fosse toutes eaux) : 12 installations
- Absence d'installation, rejet direct des eaux usées brutes : 5 installations
- Aucune information : 20 installations

**Sur les 41 habitations du bourg de la commune de la Godivelle, seulement 4 filières d'assainissement non collectif potentiellement « complètes » ont été observées, soit moins de 10%. Les habitations disposent en majorité uniquement d'une fosse avant rejet des effluents prétraités au réseau pluvial communal. L'absence d'information pour 20 habitations ne veut pas obligatoirement dire absence de filière d'assainissement mais en l'absence d'affleurant visible (regard, ventilation...), il est légitime de penser que ces habitations ne disposent pas de filière d'assainissement complète dans une grande proportion.**

### **Etat des lieux de l'assainissement collectif**

La commune de La Godivelle ne possède pas de système d'assainissement collectif. Un réseau pluvial composé de plusieurs antennes dessert l'ensemble du village. Le Sud du bourg de la commune possède, en plus du réseau pluvial, un réseau d'eaux usées strictes. L'ensemble des réseaux (eaux pluviales et eaux usées) du bourg de la Godivelle se rejoint à l'Est du Bourg avant de rejeter les effluents collectés au ruisseau de la Godivelle.

La commune a réalisé en 2024 une étude diagnostique de ses réseaux. Cette étude a mis en évidence de très nombreux rejets d'eaux usées plus ou moins traitées dans les réseaux pluviaux mais également la présence d'eaux de pluie et d'eaux claires parasites permanentes dans le réseau d'eaux usées strictes.

Le plan suivant présente le tracé des réseaux du bourg de la Godivelle :



### Légende

- Réseau eaux pluviales
- Réseau eaux usées

## D - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

A partir des éléments décrits dans ce rapport, et conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de **La Godivelle** devra délimiter, après enquête publique ...

« Les zones d'assainissement collectif ou elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration, le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées. »

L'étude de zonage d'assainissement et ses conséquences en matière de mode d'épuration est un document important en termes d'urbanisme. En effectuant ces choix, la collectivité ne s'engage pas impérativement sur une réalisation de travaux, mais sur une programmation dans le temps en fonction de nombreux paramètres essentiellement financiers (capacité de financement, octroi d'aides diverses...).

Toutefois, comme évoqué précédemment, sans imposer de délai précis, il est souhaitable de réaliser les travaux éventuellement nécessaires à la collecte des effluents concernés « dans un délai raisonnable ». Ce délai raisonnable doit s'apprécier, selon le Conseil d'Etat (arrêté du 24 novembre 2017), au regard des contraintes techniques liées à la situation topographique des habitations à raccorder, du coût des travaux à effectuer, du nombre et de l'ancienneté des demandes de raccordement.

Le zonage retenu représentera ce qui peut être qualifié de globalement prioritaire et financièrement supportable pour la collectivité. Les éléments déterminant le zonage communal sont explicités dans le rapport d'étude réalisé préalablement au présent document.

**Compte tenu des éléments techniques décrits précédemment, les choix communaux en matière de zonage d'assainissement sont les suivants :**

### Assainissement collectif existant et futur

#### Aucun

Les conditions actuelles de fonctionnement et d'état des réseaux unitaires existants constatés lors de l'étude diagnostique rendent nécessaire le renouvellement ou la création d'un nouveau réseau avant d'envisager la mise en place d'une filière de traitement efficace en aval. Les coûts d'investissement et de fonctionnement liés à la mise en place de cette solution sont incompatibles avec les possibilités financières de la commune.

Dans ces conditions, le conseil municipal a retenu le principe du maintien de l'assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune.

### Assainissement non collectif

#### L'ensemble de la commune

Pour les secteurs sur lesquels l'assainissement individuel est maintenu, il est du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif individuel adapté et performant (article L1331-1-1 du code de la santé publique). La collectivité a pour charge d'assurer le contrôle technique des dispositifs ainsi que la vérification périodique du bon fonctionnement (arrêté du 27 avril 2012).

L'assainissement individuel apparaît donc comme la solution technique et financière la plus adaptée sur les secteurs correspondants, l'assainissement collectif n'étant pas financièrement raisonnable. Les zones actuellement habitées sont peu étendues, peu denses et des solutions d'assainissement individuel doivent globalement pouvoir être appliquées.

Pour les habitations n'ayant vraiment pas de surface disponible ou des problèmes de topographie, des solutions spécifiques à rechercher au cas par cas doivent pouvoir être appliquées (groupement de plusieurs maisons sur un même dispositif en domaine privé avec acte notarié, dispositif réalisé sur une parcelle voisine avec servitudes, dispositif sur terrain communal mis à disposition par la commune...).

Le classement de la commune en zone d'assainissement non collectif peut également permettre aux propriétaires de bénéficier d'aides à la mise en place de la filière, selon les dispositions spécifiques des différents financeurs.

Pour les secteurs en assainissement non collectif, le dispositif à mettre en œuvre sera les tranchées d'épandage ou le filtre à sable drainé ou non en priorité, ainsi que les dispositifs agréés par l'application de l'arrêté du 7 mars 2012, généralement après réalisation d'une étude à la parcelle. Les contrôles sont réalisés par la commune

**Le zonage d'assainissement n'est pas un élément figé. Une remise à jour de ce document est possible en fonction de l'évolution de la Commune.**

# **ANNEXE 1**

## **LES FILIÈRES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

Conformément à la réglementation en vigueur, les filières suivantes sont autorisées en matière d'assainissement autonome :

#### **Dispositifs issus du DTU 64-1 :**

- les tranchées d'épandage à faible profondeur : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol sont suffisamment perméables,
- le filtre à sable vertical non drainé : ce dispositif est mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (absence de sol) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméables),
- le filtre à sable vertical drainé : ce dispositif est identique au précédent mais avec des drains de reprise des eaux à la base pour pallier à l'imperméabilité du sous-sol. Il inclut dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration après autorisation préfectorale),
- le filtre à sable horizontal drainé : ce dispositif est identique au précédent mais avec un flux sub-horizontale des effluents à l'intérieur des lits de sables et de graviers. Il inclut également dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration) avec une chute d'eau plus faible que précédemment,
- le tertre d'infiltration : ce dispositif utilise également un matériau d'apport granulaire comme système épurateur. Ce dispositif est en particulier adapté aux sols dans lesquels une nappe est présente à faible profondeur (zones alluviales).

Les dimensionnements et conditions de mise en œuvre sont repris dans le DTU 64-1

#### **Filtres compact à zéolite (selon arrêté du 24 décembre 2003)**

Au chapitre 3 « Dispositifs assurant l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel » de l'annexe de l'arrêté du 6 mai 1996 susvisé, le paragraphe intitulé : « 1° Lit filtrant drainé à flux vertical » est modifié ainsi qu'il suit : I. - Au début du paragraphe, il est inséré le titre suivant : « a) Lit à massif de sable ». II. - Le paragraphe est complété par les dispositions suivantes : « b) Lit à massif de zéolite ». Ce dispositif peut être utilisé pour les habitations de 5 pièces principales au plus. Il doit être placé à l'aval d'un prétraitement constitué d'une fosse septique toutes eaux de 5 mètres cubes au moins. La surface minimale du filtre doit être de 5 mètres carrés. Il comporte un matériau filtrant à base de zéolite naturelle du type chabasite, placé dans une coque étanche. Il se compose de deux couches : une de granulométrie fine (0,5-2 mm) en profondeur et une de granulométrie plus grossière (2-5 mm) en surface. Le filtre a une épaisseur minimale de 50 cm après tassement. Le système d'épandage et de répartition de l'effluent est bouclé et noyé dans une couche de gravier roulé. Il est posé sur un géotextile adapté destiné à assurer la diffusion de l'effluent. Le réseau de drainage est noyé dans une couche de gravier roulé, protégée de la migration de zéolite par une géogrille. L'épaisseur de cette couche est de 15 cm au moins. L'aération du filtre est réalisée par des cheminées d'aération. Ce dispositif ne peut être utilisé lorsque des usages sensibles, telles la conchyliculture ou la baignade existent à proximité du rejet. »

#### **Filières agréées**

Au vu de la part importante de la population française concernée par l'assainissement non collectif, les autorités françaises ont souhaité fixer des prescriptions techniques et notamment des seuils d'épuration dans l'arrêté du 7 septembre 2009. La procédure d'évaluation est décrite dans cet arrêté. Une procédure simplifiée basée exclusivement sur les rapports d'essais est prévue pour les produits marqués CE.

L'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009 précise en particulier que :

*Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les organismes notifiés mentionnés à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8.*

*Cette évaluation doit démontrer que les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs de traitement, telles que préconisées par le fabricant, permettent de garantir que les installations dans lesquelles ils sont intégrés respectent :*

- les principes généraux visés aux articles 2 à 4 et les prescriptions techniques visées à l'article 5 ;
- les concentrations maximales suivantes en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier : 30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO5. Les modalités d'interprétation des résultats d'essais sont précisées en annexes 2 et 3.

Les agréments sont publiés au journal officiel. On dénombre actuellement plusieurs dizaines de filières agréées de plusieurs types :

- Filtres compacts
- Filtres plantés
- Microstations à culture libre
- Microstations à culture fixée

Cette liste est disponible sur le site [Installations d'assainissement non collectif réglementaires | Portail interministériel sur l'assainissement non collectif \(developpement-durable.gouv.fr\)](https://portail.interministriel.developpement-durable.gouv.fr/assainissement-non-collectif)

## **ANNEXE 2**

### **PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF**